

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/PSI/WP/M/5**

25 mars 1998

(98-1194)

## Groupe de travail de l'inspection avant expédition

### COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 19 MARS 1998

Président: M. Edward Brown (Royaume-Uni)

L'ordre du jour ci-après, qui figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/796, a été adopté:

	<u>Page</u>
1. Election du Bureau . . . . .	1
2. Echange de vues sur le programme de travail . . . . .	1
3. Autres questions . . . . .	3

M. Heinz Opelz, Directeur de la Division de l'accès aux marchés du Secrétariat de l'OMC, a ouvert la réunion en l'absence de l'ancien Président, qui n'était pas en mesure de la présider. Il a rappelé que, suite à l'adoption par le Conseil général du Rapport du Groupe de travail (G/L/214), il avait été convenu de proroger le mandat dudit groupe pour une année supplémentaire.

#### 1. Election du Bureau

1.1 M. Opelz a informé le Groupe de travail que le Président du Conseil du commerce des marchandises avait engagé, conformément au paragraphe 6.3 des "Lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC", des consultations informelles sur une liste de candidats aux postes de présidents des différents organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises. Ce dernier avait pris note des candidatures proposées à sa réunion du 4 mars 1998. S'agissant du présent groupe de travail, le Président du Conseil du commerce des marchandises avait proposé que M. Edward Brown (Royaume-Uni) en soit le Président.

1.2 Le Groupe de travail est convenu par acclamation d'élire M. Brown Président pour cette année.

#### 2. Echange de vues sur le programme de travail

2.1 Le Président a dit qu'il était heureux d'avoir été élu et espérait qu'au cours de l'année à venir le Groupe de travail poursuivrait ses travaux de façon efficace, constructive et effective. Il a exprimé sa gratitude à son prédécesseur, M. Chiedu Osakwe, qui avait présidé le Groupe de travail de façon si énergique au cours de sa première année d'existence. Sous la conduite de M. Osakwe, et grâce à sa créativité, le Groupe de travail avait accompli des progrès dans la mise au jour de certains des problèmes qui concernaient le fonctionnement de l'Accord sur l'inspection avant expédition. Le fait

de travailler ensemble dans un esprit de coopération et de respect mutuel avait facilité l'analyse et la réflexion qui avaient permis de jeter les bases des travaux de cette année.

2.2 Le Président a ajouté qu'à l'instar de tout autre Accord de l'OMC, l'Accord sur l'inspection avant expédition comportait à la fois des droits et des obligations. Avec l'aide et sous la conduite du Groupe de travail, il espérait qu'au cours de l'année à venir les membres s'emploieraient ensemble à faire en sorte que cet équilibre soit respecté. Cette tâche n'était pas, et ne serait pas, facile puisque, tout naturellement, les points de vue sur la question divergeaient. Mais il essaierait de faire en sorte qu'au cours des travaux futurs, une attention égale et équitable soit accordée à cet important principe qui commandait la nécessité de tirer parti du système commercial multilatéral.

2.3 Le Président a noté qu'il conviendrait de prêter attention à la nécessité de respecter les obligations respectives en matière de notification. Dans le cas de l'IAE, cela concernait l'article 5 de l'Accord. A ce jour, seule la moitié des Membres de l'OMC s'était conformée à cette obligation. Les délégations savaient si elles étaient ou non comprises dans ce groupe. Le Président considérait que si cette absence de notification tenait simplement à ce que les délégations ne savaient pas exactement ce qui leur était demandé, ces dernières devaient demander des éclaircissements au Secrétariat. Il était difficile d'imaginer quelle autre raison pourrait justifier le non-respect de l'obligation en matière de notification.

2.4 Le Président a ajouté que, l'année dernière, deux ans après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'IAE et comme le prescrivait l'article 6, le Groupe de travail avait examiné les dispositions, le fonctionnement et la mise en oeuvre de l'Accord. Dans son rapport, le Groupe de travail énumérait des mesures à prendre dans l'immédiat et dont il devrait, à un moment ou à un autre, surveiller la mise en application, ainsi que les domaines qui appelaient une réflexion approfondie. La durée du mandat du Groupe de travail avait donc été prolongée. Les questions énumérées au paragraphe 8 du rapport (G/L/214) constitueraient au départ l'axe autour duquel s'articuleraient les débats. Mais, en plus de cela, le Président a encouragé le Groupe de travail à poursuivre le processus qui consistait à recueillir de nouvelles contributions présentées par les pays utilisateurs de leur propre initiative, afin de compléter les rapports utiles qu'il avait déjà reçus à ce jour de six pays. Cela permettrait sans aucun doute d'avoir une meilleure connaissance de ce qui se passait dans le monde réel. Sans ces contributions, les travaux visant à évaluer les domaines vers lesquels les efforts pourraient être dirigés de façon plus effective n'en deviendraient que plus ardues.

2.5 En outre, le Groupe de travail devrait voir comment il pourrait se concentrer sur les besoins des pays utilisateurs et y répondre, en leur fournissant une assistance technique, comme le prévoyait l'article 3 de l'Accord, qui reconnaissait également dans son Préambule que les pays en développement avaient besoin de recourir à des agents d'IAE aussi longtemps et pour autant que cela leur était nécessaire. Cela impliquait assurément que l'on envisageait d'exiger des gouvernements des pays utilisateurs qu'ils s'acquittent des fonctions actuellement assumées en leur nom par les agents d'IAE. L'assistance technique devait donc viser à rendre cet objectif réalisable de la façon qui conviendrait le mieux et dans les meilleurs délais. Enfin, le Président considérait qu'il serait nécessaire de réfléchir davantage au recours à l'Entité indépendante. Le Groupe de travail était convenu l'année dernière que cet organe devait être maintenu, mais il n'avait pas vraiment eu l'occasion de débattre de la manière dont importateurs et exportateurs pourraient avoir recours à ce mécanisme et en tirer parti. Il était intéressant de noter qu'à ce jour, il n'avait jamais été utilisé. Il faudrait être naïf pour en conclure que tout allait forcément pour le mieux. Une réflexion plus poussée sur cette question serait utile pour élargir l'optique du Groupe de travail concernant le fonctionnement de l'Accord.

2.6 Le Président a ajouté que le défi que devait relever le Groupe de travail donnait ample matière à réflexion et il se rendait compte que les délégations devraient consulter leur capitale avant de formuler des observations. Il a donc proposé que le Groupe de travail se concentre d'abord, mais pas nécessairement aujourd'hui, sur les sept questions énumérées au paragraphe 8 de son rapport et qui

constituaient une liste récapitulative des intérêts de certaines délégations. Il a suggéré que ces dernières exposent leurs vues par écrit sur autant de questions qu'elles le souhaitent, pour que le Groupe de travail les examine au cours d'une réunion informelle qui se tiendrait dans quatre semaines environ. S'il en avait le temps, le Groupe de travail pourrait aussi procéder à un débat préliminaire sur la façon dont il devrait traiter les autres domaines d'activité qui avaient été recensés.

2.7 La représentante de la Communauté européenne a dit que sa délégation était entièrement favorable à l'approche exposée par le Président et qu'elle la jugeait très rationnelle. Sa délégation accordait une grande importance à la mise en oeuvre des recommandations concernant les mesures à prendre dans l'immédiat, et en particulier à l'obligation en matière de notification. Il serait utile d'obtenir davantage de renseignements de la part des Membres utilisateurs, notamment en ce qui concernait la façon dont les opérations douanières et l'inspection étaient effectuées. Les priorités définies par la délégation de la Communauté étaient, entre autres, de réfléchir aux modalités de l'assistance technique et d'étudier le fonctionnement de l'Entité indépendante.

2.8 La représentante de la Suisse a brièvement présenté la communication de sa délégation (G/PSI/WP/W/16), qui s'inspirait de celle qu'elle avait présentée l'année dernière (G/PSI/WP/W/9) et dans laquelle elle se déclarait favorable à l'élaboration d'un accord type. A l'époque, la délégation de la Suisse avait dit qu'un tel accord pourrait contribuer à accroître l'efficacité des activités d'inspection avant expédition et à répondre à certaines des préoccupations des Membres. L'accord type qui figurait dans le document G/PSI/WP/W/16 avait été élaboré en étroite consultation avec tous les groupes intéressés du secteur privé suisse et conformément aux recommandations du Groupe de travail reproduites dans le document G/L/214. Il visait à garantir le respect de la liberté contractuelle. Par cette communication, la délégation de la Suisse espérait apporter sa contribution à la réflexion des Membres et aux travaux du Groupe de travail. Le document n'ayant été distribué que récemment, elle serait disposée à en débattre ultérieurement.

2.9 La représentante de l'Australie a déclaré que sa délégation espérait que le Groupe de travail adopterait une approche très concrète et pratique dans ses travaux et a accueilli avec satisfaction le document de la Suisse, qu'elle considérait comme une bonne initiative allant dans ce sens.

2.10 Le Groupe de travail a pris note des déclarations qui avaient été faites et est convenu que les Membres devaient présenter des documents sur les questions figurant au paragraphe 8 du document G/L/214, en vue d'une réunion informelle qui devrait se tenir dans environ un mois.

### 3. Autres questions

3.1 Le Président a déclaré que la prochaine réunion formelle du Groupe de travail se tiendrait le 6 mai 1998. Il informerait les Membres de la date de la réunion informelle en temps utile.

---